



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Procédure avec négociation en application des articles L2124-1, L2124-3, R2124-1 et R2124-3 du Code de la commande publique

TRAVAUX DE RENOVATION ET EXTENSION DU PARC-RELAIS BUTTINIERE A LORMONT LOTS 01, 02, 03, 06, 08 ET 12

Règlement de la Consultation : Phase Candidature

Dates et heure limites de réception des candidatures
14 avril 2025 à 12h00

Maître d'ouvrage :

Bordeaux Métropole



Mandataire (maître d'ouvrage délégué) :

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement (SRIA) de l'Université de Bordeaux

N° de marché

2	0	2	5	-	0	2	
---	---	---	---	---	---	---	--

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	3
ARTICLE 2. OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.1 OBJET DE LA CONSULTATION	3
2.2 MODE DE PASSATION	3
2.3 TYPE ET FORME DU CONTRAT	4
2.4 DEVOLUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	4
3.2 DUREE PREVISIONNELLE D'EXECUTION DU MARCHE	4
3.3 DELAI DE VALIDITE DES CANDIDATURES	5
3.4 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
3.5 VARIANTES	5
3.6 TRANCHES OPTIONNELLES	5
3.7 FORME DES PRIX	5
3.8 CLAUSE INSERTION SOCIALE	5
3.9 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	5
ARTICLE 4. INTERVENANTS	5
4.1 MAITRISE D'OUVRAGE	5
4.2 MAITRISE D'ŒUVRE	6
4.3 CONTROLE TECHNIQUE	6
4.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	6
ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES	7
6.1 PIECES DE LA CANDIDATURE	7
6.2 PRECISIONS SUR LA PRESENTATION DE LA CANDIDATURE	8
ARTICLE 7. JUGEMENT DES CANDIDATURES	9
ARTICLE 8. JUGEMENT DES OFFRES	10
ARTICLE 9. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE NEGOCIEE	10
ARTICLE 10. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES	11
ARTICLE 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	11
ARTICLE 12. VOIES ET DELAIS DE RECOURS	11

Article 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Maître de l'ouvrage – Entité Adjudicatrice :

Bordeaux Métropole
Direction Générale Mobilités
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux Cedex

Mandataire du maître d'ouvrage :

SRIA de l'Université de Bordeaux
351 cours de la Libération
33405 Talence Cedex

Représenté par Nicolas FLAMENT son président

Article 2. OBJET DE LA CONSULTATION

2.1 Objet de la consultation

Travaux de rénovation et extension du parc-relais Buttinière à Lormont - Lots 01, 02, 03, 06, 08 et 12 passés en Procédure avec négociation

L'opération est située au nord de la métropole bordelaise, à Lormont, au sein du pôle d'échange TRAM, bus et vélos de la Buttinière.

Le parc-relais de la Buttinière, construit en 2004, est à usage exclusif de parking pour véhicules légers et comprend un local commercial (TBM).

D'une capacité actuelle de 603 places de stationnement sur 4 niveaux (R+3), ce parc présente une saturation permanente de son occupation et connaît des désordres structurels importants.

Le parc de stationnement est un ERP de type parc de stationnement largement ventilé (PSLV), dont il faudra conserver le statut.

L'opération consiste en :

- la rénovation du bâti existant (remise en état de la structure, couverture végétalisée comprenant des panneaux photovoltaïques, étanchéité, mise en conformité incendie...),
- l'extension du parc-relais, pour une capacité supplémentaire d'environ 280 places, dont la surface totale à construire est estimée à environ 7 200 m²,
- des aménagements de voiries et d'espaces extérieurs, liés aux modifications de circulations de véhicules et liaisons piétonnes,
- la prise en compte d'une future connexion piétonne avec le pont des Collines.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Leur phasage devra permettre de conserver les flux d'usagers à l'extérieur du parc et autant que possible les zones de stationnement à l'intérieur du parc.

Lieu(x) d'exécution : Parc-relais Buttinière – route de Bordeaux – 33310 Lormont

Code NUTS : FR612

CPV : 45213312 - Travaux de construction de parkings à étages

2.2 Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure avec négociation. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-3, R.2124-4 et R.2161-21 à R.2161-23 du code de la commande publique. La procédure avec négociation est utilisée conformément à l'article R.2124-4 du code de la commande publique qui l'autorise lorsque le marché est passé par une entité adjudicatrice.

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu, avec l'attributaire, à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires.

2.3 Type et forme du contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2.4 Dévolution du marché

☐ Marché global ☒ Marché alloti :

Numéro, intitulé et nomenclature communautaire (CPV) de chaque lot de la consultation :

Les lots passés en Procédure avec négociation et concernés par le présent RC sont les lots 01, 02, 03, 06, 08 et 12 :

Lot N°	Désignation	Classification principale	Classification complémentaire
01	VRD / GROS-ŒUVRE / AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS	45262311-4	45112500-0 45112700-2
02	CHARPENTE MÉTALLIQUE ET BOIS	45261100-5	
03	COUVERTURE VÉGÉTALISÉE / ÉTANCHÉITÉ	45260000-7	
04	RÉSINE / REPRISE ASPHALTE		
05	FAÇADES PEINTES / BARDAGE		
06	SERRURERIE / MENUISERIES EXTÉRIEURES	45421000-4	
07	PEINTURE / SIGNALÉTIQUE / SECOND-ŒUVRE		
08	ÉLECTRICITÉ	45311200-2	
09	PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES		
10	ASCENSEUR		
11	CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION / PLOMBERIE / SANITAIRE		
12	SPRINKLAGE	45343200-5	

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un, plusieurs ou tous les lots.

Article 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Déroulement de la consultation

Le présent règlement de la consultation porte sur la phase de candidature.

La procédure avec négociation se déroulera en deux phases successives :

- Phase 1 - Candidature : Sélection des candidats admis à présenter une offre
- Phase 2 - Offre : Sélection de l'attributaire sur la base de l'offre initiale ou après une phase de négociation.

3.2 Durée prévisionnelle d'exécution du marché

La durée d'exécution prévisionnelle globale du marché est de 23 mois, comprenant la période de préparation de chantier.

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

3.3 Délai de validité des candidatures

Le délai de validité des candidatures est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des candidatures.

3.4 Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

En application de l'article R2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la phase candidature et la phase offre.

3.5 Variantes

Aucune variante n'est autorisée

3.6 Tranches optionnelles

Le marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

3.7 Forme des prix

Forme des prix : global et forfaitaire

3.8 Clause insertion sociale

Le marché public ou l'accord-cadre met en œuvre une clause sociale :

☐ NON OU ☒ OUI

3.9 Clause environnementale

Le marché public ou l'accord-cadre met en œuvre une clause environnementale :

☐ NON OU ☒ OUI

Le marché comporte des objectifs environnementaux dont des objectifs de réemploi et la prise en compte d'une clause d'insertion sociale qui sera précisée au Règlement de la Consultation de la Phase offre.

Article 4. INTERVENANTS

4.1 Maîtrise d'ouvrage

Maître de l'ouvrage :

Bordeaux Métropole
Direction Générale Mobilités
Esplanade Charles de Gaulle
33045 Bordeaux Cedex

Mandataire du maître d'ouvrage :

SRIA de l'Université de Bordeaux
351 cours de la Libération
33405 Talence Cedex

Représenté par Nicolas FLAMENT son président

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

4.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération est assurée par le groupement BLP & Associés (architecte mandataire/OPC) et Ingérop (bureau d'études/CSSI).

La mission qui lui est confiée consiste en une mission de base au sens de l'article R2431-4 du Code de la commande publique :

ESQ	Etude d'esquisse
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Conformité et visa d'exécution au projet
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement
GPA	Assistance au suivi de parfait achèvement

Les missions complémentaires suivantes lui sont également attribuées :

SYN	Direction de Synthèse (hors mission EXE)
OPC	Organisation Pilotage et Coordination
CEM	Détermination des Coûts d'Exploitation et de maintenance
CSSI	Coordination Système Sécurité Incendie
TDS	Traitement de la signalétique intérieure et extérieure

4.3 Contrôle technique

La mission de contrôle technique est assurée par SOCOTEC.

Le contrôleur technique intervient dans les conditions des article L125-1 et suivants et R125-1 et suivants du Code de construction et de l'habitation.

Les missions qui lui sont confiées sont les suivantes :

Mission L	relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
Mission S	relative à la sécurité des personnes dans les constructions
Mission P1	relative à la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés
Mission LE	relative à la solidité des existants
Mission PS	relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
Mission Hand	relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Mission F	relative au fonctionnement des installations
Mission PV	relative au récolement et examen, avant la réception, des procès-verbaux des essais effectués sur les installations techniques
Mission ATT Hand	relative à la délivrance, en fin de chantier, de l'attestation de vérification de l'accessibilité aux personnes handicapées
Mission VIEL	relative à la vérification initiale des installations électriques
Mission CONSUEL	relative à la vérification des installations électriques avant mise sous tension

4.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs est assurée par PRESENTS.

L'opération est de catégorie 1 au sens de l'article R4532-1 du Code du travail. La mission du coordonnateur SPS porte sur les phases de conception et de réalisation de l'opération.

Article 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

0. Règlement de la consultation phase candidature
1. Cadre de réponse candidature
2. Description sommaire de l'opération

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://demat-ampa.fr/>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les concurrents au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES

Pour tous les échanges avec les candidats l'acheteur utilise la Plateforme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr/>. **Les entreprises devront à cet effet renseigner impérativement dans la lettre de candidature une adresse électronique consultée quotidiennement.**

L'offre sera entièrement rédigée en langue française et exprimée en EURO.

Si l'offre est rédigée dans une autre langue, elle sera obligatoirement accompagnée d'une traduction en français ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis par le candidat.

6.1 Pièces de la candidature

*Les candidats doivent utiliser les **formulaires DC1** (lettre de candidature) et **DC2** (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter leur candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :*

1. Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article R2143-3 de Code de la commande publique.
2. Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner et intégrant le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail
3. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-6 à 12 du Code de la commande publique :

Les renseignements concernant **la capacité technique et professionnelle** de l'entreprise :

- sont à indiquer sur l'onglet « Capacité Pro et Tech » du cadre de réponse ci-joint
 - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
- sont à indiquer dans pièces annexes propre à l'entreprise
 - Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat ;
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Les renseignements concernant **la capacité économique et financière** de l'entreprise :

- sont à indiquer sur l'onglet « Capacité Financière » du cadre de réponse ci-joint
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles et part affecté aux prestations objet du lot candidaté ;
- sont à indiquer dans pièces annexes propre à l'entreprise
 - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les **références professionnelles et qualifications** de l'entreprise :

- sont à indiquer sur l'onglet « Références et qualifications » du cadre de réponse ci-joint :
 - Liste des références de travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années (faire figurer les coordonnées des maîtres d'œuvre et/ou maître d'ouvrage) ;

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

- **Qualifications minimales requises** pour les lots suivants : (joindre les certificats Qualibat ou équivalent¹)

Lot 01-VRD – Gros Oeuvre

- Qualibat 1312 : Terrassements – fouilles (technicité confirmée)
 - Qualibat 1321 : Canalisations d'assainissement, (technicité courante)
 - Qualibat 1281 : Rabattement de nappe
 - Qualibat 1233 : Pieux
 - Qualibat 1291 : Soutènement
 - Qualibat 2112 : Maçonnerie et ouvrage béton armé (technicité confirmée **ou supérieure**)
- OU**
- Qualibat 2212 : Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée **ou supérieure**)

Lot 02-Charpente métal et bois :

- Qualibat 2312 : Fabrication et pose de charpente traditionnelle et structure bois (technicité confirmée **ou supérieure**)
- Qualibat 2412 : Construction Métallique (technicité confirmée **ou supérieure**)

Lot 08-CFO-CFA

- Qualifelec MGTI
- Qualifelec CFMGTI2-CFMGTI3

Lot 12- Sprinklage (système anti-incendie)

APSAD IF1 - E1

- sont à indiquer dans pièces annexes propre à l'entreprise
 - Attestations justifiant de la bonne exécution des travaux les plus importants listés en références.

Les candidats devront compléter, le cadre de réponse joint au dossier de la consultation phase candidature en version Excel.

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché :

- **Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail**
- **Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.**

Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur.

6.2 Précisions sur la présentation de la candidature

- Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature.
- Le candidat veillera à préciser dans sa lettre de candidature (DC1) **une adresse électronique valide et consultée quotidiennement.**
- Si l'on constate que des pièces de la candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 2 jours.
- Toute candidature incomplète pourra être immédiatement écartée.

¹ Equivalent : tout document apportant la preuve du niveau de qualification du candidat (certifications d'autres organismes indépendants ou attestations de la qualité des travaux réalisés par un maître d'œuvre, maître d'ouvrage ou autre tiers). La liste des références de chantiers similaires n'est pas suffisante

Article 7. JUGEMENT DES CANDIDATURES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-1 à 7 du Code de la commande publique.

Dans le cas particulier des groupements, la recevabilité administrative de la candidature de chacune des entreprises qui constitue le groupement, sera vérifiée. Toutefois, l'appréciation des capacités techniques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises.

Les critères de jugement de la candidature sont :

1. Capacités techniques et professionnelles jugées au vu de :

- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Les titres d'études et professionnels de l'opérateur économique, notamment des responsables de conduite de travaux de même nature que celles du présent marché.
- La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique.

La note prendra en compte l'adéquation des éléments présentés par rapport aux besoins du marché et la pertinence des informations fournies - **Coefficient 3**

2. Capacités financières du candidat jugées au vu de :

- La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux prestations objet du marché réalisés sur les trois derniers exercices disponibles (inclus dans le DC2)

La note prendra en compte l'importance du chiffre d'affaires réalisé dans le domaine d'activité concerné par les prestations à réaliser au titre de la présente consultation et la cohérence de ce chiffre avec le montant estimé du lot candidaté - **Coefficient 1**

3. Références et qualifications présentées et sélectionnées par les candidats, jugées au vu de :

- Des références de travaux exécutés au cours des 5 dernières années, en lien avec l'objet du marché indiquant :
 - Date, lieu, durée et montant des travaux
 - Maître d'ouvrage
 - Descriptif de l'opération et des travaux réalisés
- Des attestations de bonne exécution des travaux avec appréciation du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage.

La note prendra en compte l'adéquation des références présentées par rapport aux besoins du marché et la pertinence des informations fournies - **Coefficient 6**

Les éléments contenus dans les critères 1, 2 et 3 seront notés sur 10, de la façon suivante :

Très satisfaisant : 9 ou 10

Satisfaisant : 7 ou 8

Moyennement satisfaisant : 5 ou 6

Peu satisfaisant : 3 ou 4

Insatisfaisant : 1 ou 2

Non renseigné : 0

Et se verront appliqué le coefficient correspondant.

Le classement des candidats pour chacun des lots, sera établi sur la base de la somme des 3 notes coefficientées, sur 100 points.

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

Article 8. JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2144-2, R2152-1 à 8 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères intervenant pour le jugement des offres initiales sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
Valeur technique	40%
Prix des prestations	60%

Ces critères seront décomposés en sous-critères précisés au Règlement de la Consultation de la Phase offre. Une pondération sera attribuée à chacun de ces sous-critères.

Article 9. DEROULEMENT DE LA PROCEDURE NEGOCIEE

Après analyse des candidatures, celles-ci seront classées selon les critères énoncés à l'**Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement de la consultation : phase candidature.

En application de l'article R.2142-15 à R2142-18 du Code de la Commande Publique, l'acheteur limite le nombre de candidats invités à présenter une offre à 3 candidats minimum et 5 candidats maximum par lot selon le classement des candidatures.

Si le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum, l'acheteur pourra poursuivre la procédure avec le ou les candidats ayant les capacités requises.

Les candidats retenus recevront une lettre d'invitation par courrier électronique envoyé par la plateforme <https://demat-ampa.fr/>.

Ils seront invités à retirer le dossier de consultation et à remettre leur offre initiale dans un délai au minimum de 25 jours à compter de l'envoi de la lettre d'invitation. La date de remise des offres figurera sur la lettre d'invitation.

Après analyse des offres, l'acheteur pourra attribuer le marché sur la base des offres initiales ou procéder à une phase de négociation.

L'acheteur se réserve le droit de négocier par étape successive, il pourra éliminer progressivement des offres.

En cas de négociation, elle sera engagée librement et conduite dans le respect du principe de l'égalité de traitement de tous les candidats. Elle prendra la forme d'échanges avec le ou les candidats retenus pour négocier. Les soumissionnaires devront impérativement répondre dans les conditions de forme et de délai indiqués dans les échanges.

A l'issue des négociations, les soumissionnaires remettront leur offre finale dans le délai maximal indiqué lors des échanges. Ce délai de remise des offres finales sera identique pour tous les soumissionnaires.

L'offre finale sera jugée selon les mêmes critères et la même pondération que pour l'offre initiale.

Le classement final sera établi sur cette base.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du soumissionnaire, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

Article 10. CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

TRANSMISSION ELECTRONIQUE UNIQUEMENT :

La transmission des offres se fera uniquement via la plateforme <https://demat-ampa.fr/>.

La transmission sur support papier n'est pas acceptée.

Les concurrents devront utiliser la plate-forme pour tous leurs échanges avec l'acheteur.

Les plis électroniques se présenteront en fichiers distincts pour les pièces de la candidature et pour les pièces de l'offre. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée, à l'adresse suivante : SRIA 351, cours de la Libération – 33405 TALENCE CEDEX.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque pièce pour laquelle une signature est demandée pourra faire l'objet d'une signature électronique individuelle qui devra être conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

La signature scannée des documents est acceptée. L'exemplaire manuscrit original sera demandé à l'attribution.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<https://cyber.gouv.fr/le-referentiel-general-de-securite-rgs>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux concurrents de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Article 11. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des candidatures, une demande écrite par l'intermédiaire du module question/réponse de la plateforme <https://demat-ampa.fr/>.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres.

Article 12. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Règlement de Consultation : Phase Candidature

Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux

351, cours de la Libération - 33405 Talence Cedex | Tél : 05 40 00 83 86

SAS au capital de 2 538 934 euros | n° siret : 521 530 113 00021

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue du Tastet - CS 21490
33063 BORDEAUX Cedex

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.